

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

Réseau Environnement

FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES EN EAU :**LES MUNICIPALITÉS UNISSENT LEURS VOIX À RÉSEAU ENVIRONNEMENT ET
DEMANDENT UN ENGAGEMENT FERME DES PARTIS POLITIQUES**

MONTREAL, le 22 mars 2026 – À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, la Ville de Québec, la Ville de Montréal, l'Union des municipalités du Québec, la Fédération des municipalités du Québec et Réseau Environnement lancent un appel conjoint et urgent à l'ensemble des partis politiques du Québec : faire du financement durable des infrastructures municipales en eau un engagement prioritaire de la prochaine campagne électorale.

Les constats des municipalités et des experts sont clairs : le manque d'investissements structurels compromet la sécurité, l'accès à l'eau potable et la construction de nouveaux logements. Avec un déficit de maintien des actifs estimé à 19,3 milliards de dollars, les infrastructures en eau sont dépassées, saturées et vulnérables aux épisodes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents.

Alors que seulement 40% des coûts de gestion de l'eau sont recouvrés, le milieu municipal peine à assurer le maintien de ces infrastructures pour répondre aux besoins actuels. À plusieurs endroits, il leur est aussi difficile de construire de nouvelles habitations pour résoudre la crise du logement faute de moyens pour accroître la capacité de traitement des installations existantes. Le gouvernement du Québec comme le gouvernement fédéral doivent assumer leurs responsabilités et financer leur part de la facture.

Des solutions sont connues et applicables dès maintenant

Des mesures structurantes peuvent être mises en œuvre afin de répondre de manière durable à la crise :

- L'amélioration du cadre fiscal et réglementaire pour permettre un financement basé sur le cycle de vie des infrastructures ;
- Le financement du déficit et des coûts de mise aux normes par les gouvernements du Québec et du Canada ;
- La création d'un mécanisme de prévoyance pour les infrastructures en eau, inspiré des fonds de prévoyance en copropriété ;
- Un partenariat durable avec les municipalités, qui sont responsables plus de 60 % des infrastructures publiques au Québec, afin de soutenir leur capacité financière et leur planification à long terme.

Rappelons que pour chaque dollar investi dans les infrastructures en eau, il y a un retour sur l'investissement de 1,72 \$. À l'opposé, l'inaction accroît les coûts futurs, accentuant le

déficit d'entretien de ce patrimoine bâti d'une valeur de plus de 200 milliards au Québec. Derrière ces chiffres, ce sont des bris de conduites, des inondations et des interruptions de services qui affectent directement les citoyens et les communautés.

Il est essentiel que les partis politiques s'engagent à pérenniser et à stabiliser le financement municipal des infrastructures ce qui nous permettra, collectivement, de préserver cette ressource trop souvent prise pour acquise, l'or bleu.

« Le Québec arrive à un point de rupture. La faillite de l'eau, comme l'a qualifiée l'ONU, menace la vitalité des communautés partout au Québec et notre résilience collective face aux défis climatiques. Les solutions sont connues ; il faut maintenant la volonté politique pour les mettre en œuvre. Nous demandons aux partis de s'engager à corriger le sous-financement des réseaux d'eau, une fois pour toutes. »

- Mathieu Laneuville, président-directeur général de Réseau Environnement

« Maintenir et mettre à niveau nos infrastructures, c'est aussi ça, prendre soin de notre monde. Les gouvernements attendent trop souvent qu'un problème devienne visible pour agir, avec des conséquences sur les citoyens comme celles qu'on a pu observer cette semaine à Calgary, avec des restrictions sur la consommation d'eau. Ces installations, ces tuyaux, on ne les voit pas pour la plupart, mais les besoins sont là, et ils sont colossaux. À Québec seulement, on parle de 5,5 milliards \$ sur 10 ans. Pendant ce temps, le gouvernement ajoute 262 millions \$ pour l'ensemble des municipalités au dernier PQI. Sans nouveau modèle de financement plus prévisible et stable, qui considère aussi les coûts des mises aux normes qui se multiplient, on vient compromettre la capacité de nos villes à offrir des services de qualité à nos populations tout en soutenant notre développement, notamment la construction de logements. »

- Bruno Marchand, maire de la Ville de Québec

« Comme de nombreuses villes, Montréal est confrontée au vieillissement de ses infrastructures liées à l'eau, mises à rude épreuve par des épisodes de pluies intenses de plus en plus fréquents en raison des changements climatiques. Maintenir ces actifs en bon état tout en maîtrisant les coûts représente un défi majeur, d'où l'importance d'investir chaque dollar de manière stratégique. C'est dans cette perspective que la Ville a présenté, l'an dernier, sa nouvelle Stratégie montréalaise de l'eau, qui prévoit une augmentation des investissements. Toutefois, le soutien des gouvernements demeure indispensable pour accompagner les municipalités dans ces efforts. »

- Alan DeSousa, responsable de la mobilité et des infrastructures au comité exécutif de la Ville de Montréal.

« Le sous-financement chronique des infrastructures municipales compromet la capacité des municipalités à soutenir le développement du Québec. Le déficit de maintien atteint 45 milliards de dollars. Sans réinvestissement majeur et des leviers financiers stables, les municipalités ne pourront plus construire de logements, soutenir l'économie locale ni maintenir des infrastructures essentielles. La part du PQI qui leur est consacrée a chuté

de 7,3 % en 2018 à environ 4,4 % en 2026. Le gouvernement doit corriger la situation et revenir graduellement au niveau de 2018. »

- Mme Julie Bourdon, 2e vice-présidente de l'Union des municipalités du Québec et mairesse de Granby

« Les municipalités de toutes tailles, partout au Québec, ressentent les effets du sous-financement des infrastructures en eau. Toutefois, les petites et moyennes municipalités sont particulièrement vulnérables. Dans plusieurs régions, des projets essentiels ne peuvent tout simplement pas être réalisés, malgré des besoins clairement identifiés et documentés. Pour assurer un développement équitable et durable, il faut des solutions qui tiennent compte des réalités régionales et des capacités financières variables des communautés. Les municipalités non connectées au Réseau doivent faire partie de la réflexion pour assurer une couverture complète de l'enjeu. »

- Jacques Demers, président de la Fédération québécoise des municipalités

À propos de Réseau Environnement

Réseau Environnement est le plus important regroupement de spécialistes en environnement au Québec. Portée par son expertise, sa force de collaboration et sa vision pragmatique, l'association favorise l'émergence de solutions environnementales fondées sur la science et les meilleures pratiques. Ses membres, issus des domaines public, privé et académique, œuvrent dans les secteurs de l'eau, des matières résiduelles, de l'air, de l'énergie, des sols, des eaux souterraines et de la biodiversité. Ensemble, ils s'engagent envers la réussite de la transition vers un monde durable.

À propos de l'UMQ

Depuis plus de 100 ans, l'UMQ rassemble les gouvernements de proximité de toutes les régions du Québec. Sa mission est d'exercer un leadership fort pour des gouvernements de proximité autonomes et efficaces. Pour plus de détails, consultez le [site Web](#) de l'UMQ.

À propos de la FQM

Depuis sa fondation en 1944, la Fédération québécoise des municipalités (FQM) fait entendre la voix des régions du Québec. Convaincue que la force du nombre peut faire la différence, la FQM réunit plus de 1 050 membres répartis sur l'ensemble du territoire québécois. Elle leur accorde une priorité absolue et défend avec détermination leurs intérêts politiques et économiques. Elle favorise l'autonomie municipale, travaille activement à accroître la vitalité des régions et offre un large éventail de services aux municipalités et MRC. Le dynamisme, la créativité, ainsi que l'esprit de concertation et

d'innovation qui animent les élu(e)s municipaux inspirent ses réflexions et façonnent ses actions au quotidien.

– 30 –

Source : Réseau Environnement

Renseignements

Julien Bédard
Conseiller en relations publiques
(514) 927-0847
jbedard@catapultecommunication.com

FQM :
Marie-Ève Dion, conseillère en relations
de presse et relations publiques
(418) 563-5977
medion@fqm.ca

Ville de Québec :
Cedrik Verreault
Attaché de presse du maire de Québec
(581) 745-1499
cedrik.verreault@ville.quebec.qc.ca

UMQ :
Léa Carrière
Conseillère aux relations médias
(438) 827-4560
lcarriere@umq.qc.ca

Ville de Montréal :
Rosiane Tessier
Attachée de presse
Cabinet du comité exécutif
(438) 308-6893
rosiane.tessier@montreal.ca